

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 7 juillet au 11 juillet 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Éthiopie** : Approbation de la 3e revue du programme FMI
- ❖ **Ouganda** : Importante hausse de l'activité au premier trimestre 2025
- ❖ **Tanzanie** : Le gouvernement souhaite développer la géothermie

LE CHIFFRE A RETENIR

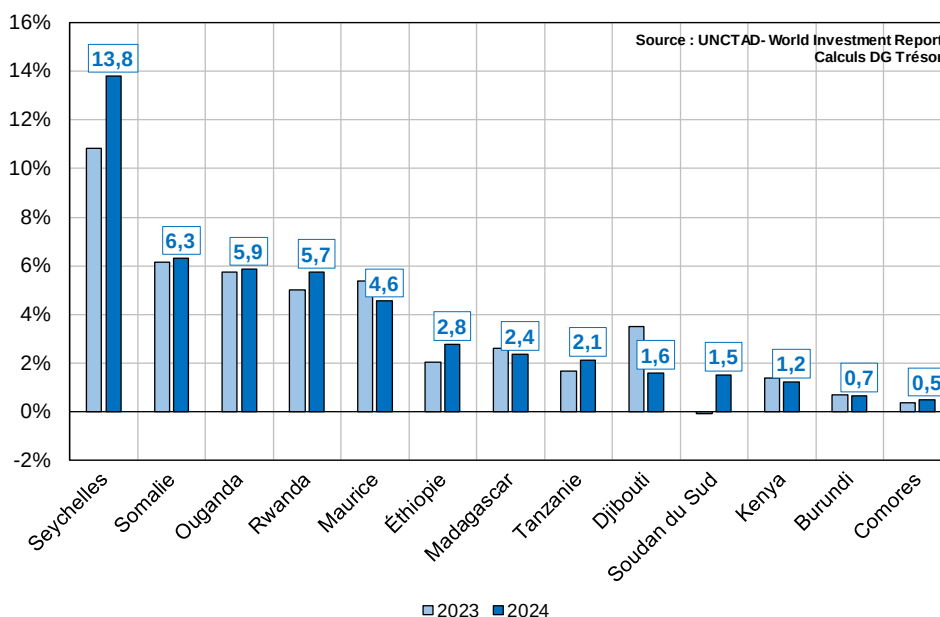
1 Md USD

ÉTHIOPIE : MONTANT DE LA 2^E
TRANCHE D'AIDE BUDGETAIRE
ACCORDEE PAR LA BANQUE MONDIALE

Le graphique de la semaine

AEOI : flux d'IDE entrants

- en % du PIB -



En 2024, les flux d'investissement direct étranger (IDE) ont légèrement augmenté dans la région de l'AEOI, atteignant en moyenne 2,7 % du PIB (+0,4 pt par rapport à 2023). Cette hausse s'explique principalement par la dynamique observée aux Seychelles, 1^{er} pays récipiendaire d'IDE dans la zone. Les flux y ont atteint 13,8 % du PIB en 2024 (+3,0 pts), portés par le développement de l'île Assomption. Ce projet s'inscrit dans une logique d'aménagement de l'archipel (115 îles, dont seule une partie est exploitée), et a fortement attiré les capitaux étrangers. À l'inverse, Djibouti a enregistré une baisse notable de ses flux entrants, à 1,6 % du PIB (-1,9 pts). Bien que le pays ait temporairement bénéficié de la crise sécuritaire en mer Rouge, avec un surcroît d'activités de transbordement liées au contournement du canal de Suez, cette situation ne suffit pas à générer d'avantage d'investissement durable.

COMORES

Diminution de l'inflation en 2024, à +5,1%

Selon les données de la Banque centrale des Comores et de l'INSEED, le taux d'inflation annuel moyen en 2024 est estimé à +5,1 %, en baisse sensible par rapport à 2023 (+9,0 %) et 2022 (+12,4%). L'inflation a augmenté durant les trois premiers trimestres de l'année à cause de la tempête *Hidaya* qui a réduit l'offre locale en produits agricoles et halieutiques ; la pénurie de certains produits de base, comme le riz ordinaire ; et la hausse de la demande portée par les «grands mariages». Au 4ème trimestre 2024, l'inflation a cependant connu une baisse, principalement lié à la hausse de l'offre de riz importé et la baisse de la demande en octobre-novembre. Cette augmentation de l'offre de riz s'explique par la libéralisation de l'activité d'importation et de commercialisation du riz ordinaire, actée au 3^e trimestre 2024.

ÉTHIOPIE

Approbation de la 3^e revue du programme FMI

Le conseil d'administration du FMI a approuvé le 2 juillet la 3^e revue du programme de Facilité de crédit élargie entraînant un décaissement de 262,3 MUSD, et portant le montant cumulé des décaissements à 1,87 Md USD (sur 3,4 Md USD) un après le début du programme. Le FMI note des progrès significatifs dans la mise en œuvre des réformes macroéconomiques initiées en juillet 2024 et la bonne performance de d'indicateurs qui dépassent les attentes du programme notamment en matière de ralentissement de l'inflation, d'exportations de biens (or et café notamment), et d'augmentation des réserves de change. Le Fonds souligne toutefois les efforts à poursuivre afin d'améliorer l'efficacité du marché des changes, accroître les recettes intérieures et améliorer la transparence budgétaire. Les consultations de l'Article IV, évaluant la situation macroéconomique de l'Éthiopie, ont également été approuvées. La prochaine revue aura lieu à la fin de l'année 2025.

La Banque mondiale octroie une seconde tranche d'aide budgétaire de 1,0 Md USD

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 3 juillet, une seconde tranche d'aide budgétaire à l'Éthiopie (DPO), d'un montant de 1 Md USD (650 MUSD en don, 350 MUSD en prêt concessionnel). Ce deuxième DPO s'inscrit dans la

continuité du premier approuvé en juillet 2024, d'un montant de 1,5 Md USD (1 Md USD de subvention et 500 MUSD de prêt). Cette deuxième tranche sera versée en deux décaissements de 500 MUSD sous conditions de mise en œuvre de certaines actions. L'aide budgétaire apportera un soutien à la poursuite des réformes engagées depuis juillet 2024, en particulier la mobilisation des ressources domestiques et le soutien au développement du secteur privé par des réformes du commerce, du secteur bancaire, de l'énergie, et de l'agriculture.

KENYA

La croissance est restée stable au T1 2025

D'après le [Bureau National des Statistiques du Kenya](#), la croissance du PIB réel du Kenya est restée stable à +4,9 % (en g.a) au premier trimestre 2025, par rapport au premier trimestre 2024. Tous les secteurs ont enregistré une croissance positive ce trimestre. Le rebond du secteur des activités minières et d'extraction (+10,0 %, après -16,1 % au T1 2024) ainsi que celui de la construction (+3,0 %, après +0,4 %) ont soutenu l'activité. Toutefois, ces dynamiques ont été contrebalancées par un fort ralentissement dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (+4,1 %, après +38,1 %) lié à la baisse de l'afflux touristique (le nombre de visiteurs via les aéroports de Nairobi et Mombasa n'a progressé que de +0,5 %, contre +10,4 % sur la même période en 2024). Les activités financières (+5,1 %, après +9,6 %) et numériques (+5,8 %, après +9,2 %) ont également marqué le pas.

Le service de la dette envers la Chine baisse pour la 1^{ère} fois depuis l'exercice 2020/21

Le remboursement de la dette du Kenya envers la Chine a atteint 998 Md KES (998,3 M USD) pour l'exercice clos en juin 2025, soit une baisse de -15,3 % par rapport aux 152,69 Md KES (1,2 Md USD) déboursés l'année précédente et de -12,6 % par rapport aux 148,04 Md KES (1,1 Md USD) initialement budgétés. Cette réduction, la première depuis 2020/21, est liée à la stabilité du shilling kényan face au dollar (les emprunts kényans envers la Chine étant libellés en USD) et la baisse des taux d'intérêt mondiaux. Le remboursement du principal a diminué de -11,8 % et les intérêts versés chuté de -22,0 %. Les remboursements sont majoritairement (90 %) destinés à l'*EximBank of China*, principal bailleur de fonds pour la construction du chemin de fer à écartement standard (SGR).

MADAGASCAR

Approbation de la 2^e revue des programmes FMI entraînant un décaissement de 107 MUSD

Le conseil d'administration du FMI a approuvé, le 3 juillet 2025, la 2^e revue des programmes de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) pour Madagascar. Faisant suite à une mission du FMI du 2 au 14 avril 2025, cette décision permet le décaissement d'un montant d'environ 107 MUSD (dont 50 MUSD au titre de la FEC et 57 MUSD de la FRD), portant les décaissements cumulatifs à 257 MUSD (sur un total de 660 M USD) depuis l'approbation des deux programmes en juin 2024. Elle a notamment été rendue possible grâce à la poursuite de la mise en œuvre du décret d'ajustement automatique mensuel des prix à la pompe (+ ou – 200 MGA/l) pour le second semestre 2025, ainsi que l'adoption du plan de redressement financier de la Jirama, compagnie nationale d'eau et électricité en difficulté, figurants parmi les actions préalables du programme FEC.

MAURICE

Baisse de l'inflation à +2,9 % sur 12 mois

Selon *Statistics Mauritius*, l'indice des prix à la consommation s'est établi à 108,2 en juin 2025, enregistrant une hausse de 1 point par rapport au mois précédent (107,2 en mai 2025) et de 5,6 points depuis juin 2024 (102,6). Le taux d'inflation, calculé en glissement annuel, a atteint +5,4 % en juin 2025, contre +2,2 % en juin 2024. En revanche, l'inflation (*headline inflation*) moyenne sur la période juillet 2024 – juin 2025 a atteint +2,9 %, en baisse par rapport aux +4,5 % enregistrés sur la période équivalente précédente.

UGANDA

Importante hausse de l'activité au premier trimestre 2025

Au premier trimestre 2025 (T3 de l'exercice fiscal 2024/25), l'économie ougandaise a enregistré une croissance moyenne de +8,6 % en glissement annuel, portée par un rebond agricole exceptionnel (+10 %) lié à la hausse des cultures vivrières et de rente, en particulier le café dont les exportations ont bondi (+77,4 % en avril) grâce à une récolte robuste dans le sud-ouest du pays. L'industrie a progressé de +7,6 %,

tirée par la construction (+12,2 %) et la manufacture (+5,0 %). Les services ont crû de +8,3 %, soutenus par le commerce et les transports. Sur une base trimestrielle, le PIB a augmenté de +3 %, contre +0,6 % au trimestre précédent. Sur la base de ces données, S&P révisé sa prévision de croissance 2025 à +7 % (contre +6 % précédemment). Malgré un léger repli des indices de confiance comme le PMI de Stanbic Bank (-0,8 pts à 55,6 en juin) ou le BTI - Business Tendency Index (-0,4 pts à 59,2 pts), les perspectives demeurent favorables, même si les tensions géopolitiques et les aléas climatiques pourraient peser sur l'activité.

RWANDA

Extension du programme de restauration écologique dans le sud du pays

Le Rwanda renforce son programme de restauration écologique "Green Amayaga" grâce à une nouvelle subvention de 18 M USD du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Cette aide permettra d'étendre les actions à six districts de la province du Sud, avec un accent sur la résilience climatique, la gestion durable des ressources naturelles et l'amélioration des moyens de subsistance. Depuis son lancement en 2020, le projet a permis la reforestation de 929 ha, la plantation de 243 000 arbres fruitiers, la mise en œuvre de mesures anti-érosion sur près de 14 000 ha, et la distribution de cuisinières améliorées à 21 000 ménages. Plus de 2500 foyers vulnérables ont reçu du bétail pour renforcer leur sécurité alimentaire. Ce projet s'inscrit dans les objectifs climatiques du Rwanda (CDN), la Vision 2050 et la stratégie nationale de transformation. Il bénéficie désormais de 27 M USD au total de la part du FEM.

SOMALIE

Décaissement de 10 M USD après l'approbation de la 3^e revue du programme FMI

Le FMI a annoncé l'achèvement de la 3^e revue du programme de réformes économiques de la Somalie soutenu par la Facilité élargie de crédit (ECF), permettant un décaissement immédiat de 10 MUSD. Depuis l'approbation du programme en décembre 2023, les décaissements cumulés atteignent 70 M USD. Le FMI salue la poursuite des réformes structurelles, malgré un environnement marqué par la baisse de l'aide extérieure, des conditions climatiques défavorables et un ralentissement de la croissance

(prévue à 3,0 % en 2025, après 4,0 % en 2024). Il note des avancées dans la mobilisation des recettes intérieures, le renforcement de la Banque centrale, la préparation à la réintroduction du shilling somalien, et l'adoption d'un nouveau cadre légal pour le secteur pétrolier. Le Fonds appelle à une mise en œuvre transparente des réformes et souligne la nécessité d'un soutien extérieur soutenu pour garantir la stabilité macroéconomique.

SOUDAN

Don de 29 M USD de la Chine

Le ministère des Finances soudanais a signé le 7 juillet un accord de don avec la Chine d'un montant de 210 millions de yuans (environ 29 M USD). Le don s'inscrit dans le cadre du mécanisme conjoint de suivi des engagements pris lors du sommet Chine-Afrique de Pékin. Selon le sous-secrétaire à la planification, les fonds seront alloués aux secteurs de la santé, l'eau et l'éducation. Il a également indiqué que la direction de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) avait confirmé son intention de soutenir les projets de reconstruction du pays.

SEYCHELLES

Nouvelle baisse de -15,1 % de l'indice de production industrielle en mai 2025

Dans son rapport sur l'indice de production industrielle des Seychelles, le Bureau national des statistiques observe une nouvelle diminution des performances industrielles durant les cinq premiers mois de 2025 (-15,1 % en glissement annuel en mai 2025), après la précédente baisse observée en avril (-13,9 % en g.a.). Cette tendance s'explique notamment par la baisse de l'IPIIS dans cinq secteurs : « boissons gazeuses, eaux minérales » (-32,1 %), « transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques » (-27,4 %); « fabrication d'autres articles en papier et carton » (-23,8 %); « distillation, rectification et mélange de spiritueux » (-21,1 %) et « fabrication d'article en ciment, béton et plâtre » (-14,3 %). Les segments « fabrication de

produits issus du tabac » (+31,7 %) et « fabrication de malt et de liqueurs de malt » (+19,4 %) améliorent toutefois sensiblement leurs performances.

TANZANIE

Le gouvernement encourage la géothermie

La *Tanzania Geothermal Development Company* (TGDC) qui dépend de la compagnie nationale d'électricité (TANESCO) a annoncé de nouveaux investissements de 564 MUSD d'ici 2030 pour développer la géothermie et diversifier son mix énergétique. En particulier, deux projets dans la région de Mbeya (*Ngozi Crater* et *Kiejo-Mbaka*) devraient produire 130 MW d'ici 2030. L'énergie renouvelable qui provient de la géothermie constitue une source d'avenir pour la Tanzanie dont le potentiel géothermique est estimé à 5000 MW. En 2024, la capacité de production installée de la Tanzanie était de 1938 MW, toutes sources confondues (avant l'inauguration du barrage Nyerere d'une capacité de 2115 MW). TGDC a identifié 50 sites géothermiques potentiels dans 16 régions le long de la Vallée du Rift.

La BoT plafonne les frais de transaction sur les plateformes de paiement numérique

La *Bank of Tanzania* (BoT) a décidé de limiter les frais qui s'appliquent aux transactions effectuées grâce aux plateformes de paiement mobile. Pour promouvoir l'inclusion financière, les frais de transactions sont limités à 5000 TZS (environ 1,9 USD) depuis le 1^{er} juillet 2025. Auparavant, le montant des frais de transactions, proportionnels au montant de la transaction. Le Gouverneur de la Banque centrale a annoncé que cette mesure devrait restaurer la confiance des utilisateurs dans les plateformes de paiement mobile. Elle a pour but d'augmenter le nombre de transactions, en particulier dans les zones rurales et difficiles d'accès. L'usage de la monnaie mobile devrait continuer sa croissance après une hausse du montant des transactions en 2024 (+28 %). Une hausse de +23,9 % des revenus des services financiers numériques est anticipée pour 2025.